

LES MENSONGES DU FN SUR LE POUVOIR D'ACHAT

Le FN prétend vouloir améliorer le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes principalement par trois moyens :

- une « prime de pouvoir d'achat », de l'ordre de 1 000 euros par an, sur les salaires et les retraites jusqu'à 1 500 euros nets par mois (soit 1,3 fois le Smic) ;
- une réduction de 10% des trois premières tranches de l'impôt sur le revenu ;
- la défiscalisation des heures supplémentaires.

Apparemment profitables aux salariés, ces propositions cachent en fait deux choses : l'hostilité du FN à une véritable valorisation du travail et son engagement vis-à-vis du capital.

Une « TVA sociale » qui réduit autant le pouvoir d'achat

La première mesure proposée n'est en fait qu'un semblant d'amélioration du pouvoir d'achat, car pour financer cette mesure le FN veut instaurer « une contribution sociale sur les importations de 3% », qui n'est autre que la fameuse « TVA sociale » chère aux libéraux et à Nicolas Sarkozy.

Conformément à sa démarche démagogique, le FN ne mentionne pas que cette nouvelle taxe va conduire à une hausse des prix à la consommation. Par conséquent, le gain de pouvoir d'achat pour les bénéficiaires de la « prime » proposée ne serait pas de 1 000 euros par an, comme le prétend le FN, mais nettement moindre, surtout en tenant compte du fait que les ménages concernés dépensent relativement une part plus importante de leur revenu à des fins de consommation.

Une baisse de l'impôt sur le revenu, mais une hausse des impôts indirects

S'agissant de la baisse de l'impôt sur le revenu de 10% pour les trois premières tranches, le FN veut surfer sur le fameux « ras le bol fiscal », slogan défendu par les libéraux et les sociaux-libéraux.

Comme les libéraux, le FN alimente la confusion sur les impôts, car il met l'accent sur la baisse de l'impôt sur le revenu, impôt qui n'est acquitté que par la moitié des

contribuables ; en revanche, il compte augmenter un impôt indirect (« TVA sociale ») qui est payé par tout le monde et qui pèse particulièrement plus sur les ménages à revenus modestes. Ce faisant, le parti d'extrême droite évacue le débat fondamental sur la finalité de l'impôt et son usage pour répondre aux attentes et aux besoins des citoyens.

L'expérience montre que la contrepartie de la baisse de l'impôt est la réduction des dépenses publiques utiles (éducation, santé, infrastructures, etc.). Le gain de pouvoir d'achat lié à la baisse de l'impôt pour une partie des ménages sera contrebalancé par la dégradation de la qualité des services rendus à tous les citoyens, voire par une hausse du prix de l'accès à certains services.

La défiscalisation des heures supplémentaires : faux semblant du gain de pouvoir d'achat

Le FN reprend ici une mesure appliquée par Nicolas Sarkozy, par ailleurs décrié par le parti d'extrême droite.

Une fois de plus, prétendant vouloir donner du pouvoir d'achat aux salariés, le FN évacue les questions fondamentales et néglige les effets pervers de cette mesure.

Si les salariés acceptent des heures supplémentaires, c'est parce que leurs salaires sont faibles. Si les salaires sont faibles, c'est parce que le patronat et les libéraux dévalorisent le travail afin d'augmenter les profits pour les actionnaires et les propriétaires des entreprises. Si les entreprises privilégient les heures supplémentaires, c'est parce qu'elles veulent donner plus à ces derniers.

En défendant les heures supplémentaires défiscalisées, le FN rejoint la droite, les libéraux et les sociaux libéraux pour qui le travail est un « coût » qu'il faut réduire.

De plus, comme les libéraux, le FN néglige les effets pervers de la « défiscalisation des heures supplémentaires ».

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, cette mesure a coûté 5 milliards d'euros par an, selon plusieurs études : 1,5 milliard d'euros de pertes des recettes au titre de

l'impôt sur le revenu et 3,5 milliards d'euros de pertes pour la Sécurité sociale au titre d'exonérations de cotisations sociales, dont 2,5 milliards pour les exonérations salariales et 1 milliard pour les exonérations patronales.

Ensuite, cette mesure a empêché la création d'emplois, surtout dans une période où le chômage augmentait. Selon une étude de l'OFCE, en 2011, l'exonération des heures supplémentaires aurait empêché de créer plus de 30 000 emplois. En tenant compte de ses effets financiers, les pertes d'emplois seraient comprises entre 52 000 et 95 000 postes.

Enfin, la défiscalisation des heures supplémentaires a développé la précarité. Selon une étude réalisée en 2010 par le ministère du Travail, 44 % des entreprises concernées utilisaient cette mesure comme alternative au recrutement en CDI ou CDD, et 52 % pour remplacer l'intérim.

Le FN s'oppose à une véritable valorisation du travail

Le FN est un parti patronal, même s'il s'en défend et même si une partie du patronat – notamment au sein du Medef – s'en dissocie.

L'engagement patronal du FN est évident : pour le parti d'extrême droite, toute hausse des salaires est conditionnée à des mesures qui réduisent le pouvoir d'achat des salariés, ou qui les obligent à « travailler plus pour gagner plus ».

En réalité, FN et libéraux se rejoignent dans leur opposition à une véritable valorisation du travail. Cela explique l'hostilité de Marine Le Pen à la hausse du Smic. Le 25 janvier 2017, elle annonçait sur Europe 1 qu'elle ne proposera pas de hausse du Smic, car selon elle, une telle hausse « entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays. »

Voilà une autre preuve de l'engagement patronal du FN.